AFC
AGRICULTURE & FINANCE CONSULTANTS

AFC dans le monde

Edition october 2019

MEMBRE DU GROUPE GOPA CONSULTING

AFC dans le monde

Édition september 2019

AFC Agriculture and Finance Consultants GmbH est une société de conseil privée allemande spécialisée dans les projets agricoles, l'agribusiness et le développement financier dans les pays en voie de développement et en transition. Fondée en 1973, AFC Agriculture and Finance Consultants GmbH est devenue en 2007 membre du GOPA Consulting Group, le groupe allemand de sociétés de conseil le plus important dans le domaine de la coopération au développement.

Nos services, s'adressant à des organisations publiques et à des entreprises privées, couvrent l'ensemble des activités de la production primaire à la transformation et au marketing. Le portefeuille d'AFC comprend également le développement institutionnel d'organismes de microfinance et de banques afin de fournir des systèmes de crédit et d'épargne durables.

AFC © 2019 / Photos d'AFC, collaborateurs et iStock

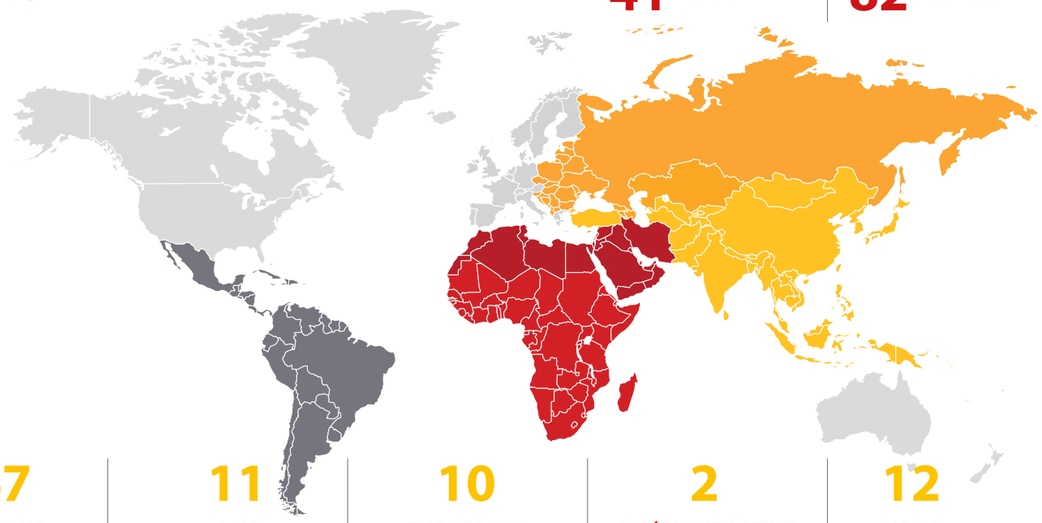
ÉDITORIAL

Nous sommes fiers d'annoncer que le chiffre d'affaires d'AFC a atteint 29 millions d'euros en 2018 et 2 millions d'euros supplémentaires pour nos sociétés affiliées en Asie centrale et au Maroc.

Néanmoins, les principaux indicateurs en termes de qualité et de potentiel dans la consultance sont les ressources humaines et les références. Nous avons par conséquent procédé à un relevé minutieux du nombre d'employés et d'experts sous contrat en mai 2019. Le graphique ci-dessous offre une vue d'ensemble de nos ressources humaines :

PROJETS*

41** PAYS | **82** PROJETS



47	11	10	2	12
AFRIQUE	ASIE	EUROPE/CIS	AMÉRIQUE LATINE	MENA

BUREAUX

SIÈGE

BONN, ALLEMAGNE

À L'ÉTRANGER

87

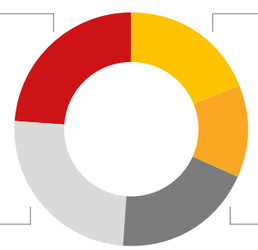
PERSONNEL

INTERNE

~55

À L'ÉTRANGER

~750



* Mai 2019

**Afrique du Sud, Arménie, Bangladesh, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Égypte, Géorgie, Ghana, Inde, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Madagascar, Mali, Mauritanie, Moldova, Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Niger, Nigéria, Ouganda, Palestine, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République démocratique populaire lao, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Ukraine, Zambie.

Actuellement, AFC est présente dans près de 41 pays et coopère avec d'autres sociétés du Groupe GOPA, nos partenaires stratégiques DLG International à Francfort et l'Académie des coopératives allemandes (ADG) à Montabaur. Avec 82 projets, y compris dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), la majorité de nos projets sont mis en œuvre en Afrique et couvrent toutes les régions de cet important continent. Les principaux bailleurs de fonds restent l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), la Banque allemande de développement (KfW), l'Union européenne (UE) et la Banque européenne d'investissement (BEI), le Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL) et la Banque asiatique de développement (BAD).

Quatre-vingt-deux projets sont mis en œuvre par environ 750 personnes dans des bureaux de projet sur le terrain et 55 personnes au siège à Bonn. Nos responsables de projets hautement spécialisés permettent à AFC de se focaliser sur le développement de l'agriculture et du secteur financier. Afin de relever les défis quotidiens sur les divers lieux d'intervention, nous avons réussi à consolider nos équipes de responsables de projets de manière adéquate.

En janvier 2018, toutes les sociétés du Groupe GOPA se sont dotées du nouveau logiciel « Maconomy » de gestion et d'administration de projets, qui vise à se conformer aux exigences actuelles et futures de nos bailleurs de fonds en termes d'administration de projets et pour une transparence totale. Évidemment, l'équipe des finances et de la gestion des contrats en particulier a dû travailler dur pour mettre en œuvre le nouveau système.

Vu que le Groupe GOPA a amélioré son système de conformité, qui répond maintenant à des normes très élevées, il a été nécessaire de créer un bureau de gestion de la conformité compétent et indépendant. Wolfgang Schmitt a accepté d'assumer cette fonction importante au sein du Groupe GOPA et par conséquent, n'est plus Directeur général d'AFC.

Les principaux événements d'AFC en Allemagne pour janvier 2019 sont :

- 11èmes Journées des experts financiers à Montabaur ;
- 3èmes Journées des experts en agriculture à Bonn ;
- 1 stand au Forum mondial de l'alimentation et de l'agriculture (GFFA) à Berlin (participation annuelle depuis plus de 20 ans) ; et
- contribution au 5ème Forum germano-africain de l'agrobusiness à Berlin, organisé par l'association « Afrika Verein » à Berlin.

À l'étranger, nous avons contribué aux événements ci-après :

- Journées sur le terrain - visite de la Ministre fédérale allemande de l'Alimentation et de l'Agriculture, Julia Klöckner, et délégation en Chine, juin 2019 ;
- BEI Afrique de l'Est – Forum sur le financement des PME et la microfinance à Nairobi, Kenya, octobre 2018 ; et
- visite de projet de Madame la Ministre Klöckner au Maroc, mai 2018.

Après avoir développé ses activités et adopté un système de gestion informatique intégré, AFC continue de renforcer sa communication d'entreprise avec un nouveau logo et pour finir, a emménagé en septembre 2019 dans un bureau plus moderne et plus économe en énergie sur la Baunscheidtstraße 17, à 53113 Bonn.

Nous sommes impatients de vous recevoir dans nos nouveaux bureaux !

Johannes Buschmeier
Directeur général

EN SEPTEMBRE 2019, AFC A DÉMÉNAGÉ ET DÉVOILÉ SON NOUVEAU LOGO

En septembre 2019, AFC a déménagé dans le principal quartier d'affaires de Bonn. L'ensemble des 55 collègues bénéficie désormais d'un lieu de travail central et respectueux du climat.

L'ESPACE VASTE ET OUVERT PERMET UN CONCEPT DE TRAVAIL DYNAMIQUE AVEC :

- **des postes de travail individuels**
- **un espace de travail en commun**
- **des lieux de rassemblement pour socialiser**
- **ainsi que des salles de réunion de différentes tailles**

AFC
AGRICULTURE & FINANCE
CONSULTANTS

En septembre 2019, en plus d'emménager dans nos nouveaux bureaux, nous avons décidé de moderniser notre logo. Le nouveau logo représente le succès de nos deux domaines de spécialisation.

Le changement d'adresse et de logo est un processus qui prend du temps. Nous mettons tout en œuvre pour assurer le bon déroulement de ce processus et vous remercions de votre patience et de votre soutien.

ÉCHANGE SUR LES LEÇONS TIRÉES EN TIC POUR LES OUTILS DE SUIVI-ÉVALUTATION ET LE CHANGEMENT STRUCTUREL EN AGRICULTURE

En janvier 2019, AFC a organisé ses troisièmes journées annuelles d'experts en agriculture à Bonn. L'édition de cette année a réuni le personnel interne d'AFC et 17 experts travaillant sur divers projets dans le monde.

L'événement était axée sur deux thèmes :

1. **comment les outils TIC peuvent-ils faciliter le suivi et l'évaluation**
2. **mesurer les changements structurels en agriculture**

Le premier jour a donné lieu à des discussions sur le rôle essentiel de la technologie digitale dans les projets et sur le potentiel des outils TIC pour soutenir ces projets. Plusieurs outils informatiques permettant de piloter les indicateurs de suivi et d'évaluation et de collecter et traiter des données issues de sondages ont été présentés, avec leurs avantages et leurs inconvénients. Au cours des discussions, les participants ont pu noter et classer ces outils en fonction de leur facilité d'usage, leur interopérabilité avec d'autres outils, leur capacité d'analyse de données, la sécurité des données et leur coût. Tous ont admis que les outils numériques sont utiles, mais requièrent également une capacité à traduire les données en informations pertinentes pour une prise de décisions basée sur des faits probants et pour des raisons de transparence. En ce sens, les discussions se sont poursuivies sur les indicateurs pertinents pour suivre l'impact dans des domaines complexes comme la création d'emplois, la qualité des formations et la génération de revenus.

La seconde journée était axée sur les mécanismes de changement structurel, c.-à-d. les facteurs économiques, de politique extérieure, sociaux et environnementaux ayant un impact dans le secteur agricole. Il est rapidement devenu évident que les facteurs de changement structurel sont interconnectés, complexes, et qu'ils mettent du temps à influencer.

Avec plus de 90 % de son personnel travaillant à l'étranger, un tel événement est essentiel pour renforcer les relations de travail au sein d'AFC et représente toujours une excellente opportunité pour échanger des leçons tirées des projets dans les chaînes de valeur agricoles dans le monde.

11ÈMES JOURNÉES DES EXPERTS FINANCIERS : IDENTIFICATION DE NORMES DE QUALITÉ POUR DES FORMATIONS DURABLES ET EFFICACES

ADG et AFC ont convié leurs formateurs et experts internationaux de longue date aux 11èmes Journées des experts financiers, qui avaient lieu les 18 et 19 mars 2019 au château de Montabaur, siège d'ADG en Allemagne. Cette année, le thème était celui de l'« Identification de normes de qualité pour des formations durables et efficaces ».

Les activités de formation et de renforcement des capacités jouent un rôle capital car la qualité des formations a souvent un impact sur la réussite de la plupart des projets internationaux gérés conjointement par AFC et ADG. Les Journées des experts financiers ont permis aux 30 participants du personnel interne du secteur financier d'AFC et ADG, experts à long terme de projets en cours et experts en formation, d'échanger sur les critères de qualité applicables à divers aspects des formations.

Le premier jour, les participants ont admis que les formations dans le secteur bancaire nécessitent une approche faite sur mesure, qui prenne en compte les principes de l'apprentissage des adultes. Concevoir des formations efficaces pour les professionnels du secteur bancaire signifie que les formations ne doivent pas seulement apporter des connaissances techniques, mais également donner aux personnes formées la capacité de mettre en œuvre les nouvelles compétences acquise dans leurs activités quotidiennes au sein des institutions financières. Les participants ont insisté sur le fait que des formations selon une approche traditionnelle, à savoir par un cours magistral dans une salle de classe, conduiraient inévitablement à un échec en termes d'impact durable.

Par le biais de sessions en ateliers, les participants ont développé des normes et des critères qui seront intégrés dans un Code de Conduite / Guide de Style pour les Formateurs dans le but de garantir un haut niveau de qualité des formations. Les discussions ont porté, entre autres, sur la façon de mélanger des méthodes et moyens de formation, de visualiser des présentations PowerPoint et de travailler avec un tableau, ainsi que sur des méthodes pour susciter et conserver un degré élevé de motivation tout au long de la formation.

La seconde journée a commencé par une présentation de la méthode d'apprentissage combiné d'ADG et AFC, associant l'approche de formation essayée et testée sur site avec des éléments de formation en ligne, permettant un impact encore plus fort de la formation tout en réduisant les coûts pour les clients et les bailleurs de fonds. Cette méthode d'apprentissage garantira que les éléments de formation en ligne sont modulaires, conçus selon les principes d'une conception accessible, et permettront une interaction maximale entre le formateur et les personnes formées.

Une autre session a couvert un sujet qui est souvent négligé lors de la préparation et de la mise en œuvre de formations : il s'agit de la quantification de l'impact d'une formation. Quel est son impact une fois que les formateurs sont partis et comment le mesurer ? Grace à la vaste expérience pratique des experts et des partenaires, une méthode a été élaborée pour définir une base de référence, ce qu'il faut mesurer, et la manière d'effectuer le suivi. Les résultats de cette session seront intégrés dans la méthodologie de suivi de l'impact d'une formation.

Comme les années précédentes, les 11èmes Journées des experts financiers ont bénéficié du savoir-faire et de l'expérience des spécialistes et contribueront à affiner l'approche d'AFC et d'ADG en matière de formation. Nous remercions par conséquent nos experts et partenaires et espérons développer davantage cette coopération à l'avenir.

AFC AGIT POUR L'ENVIRONNEMENT

Alors que l'atténuation du changement climatique devient une question de plus en plus urgente, AFC a pris des mesures pour minimiser son impact environnemental potentiellement nocif.

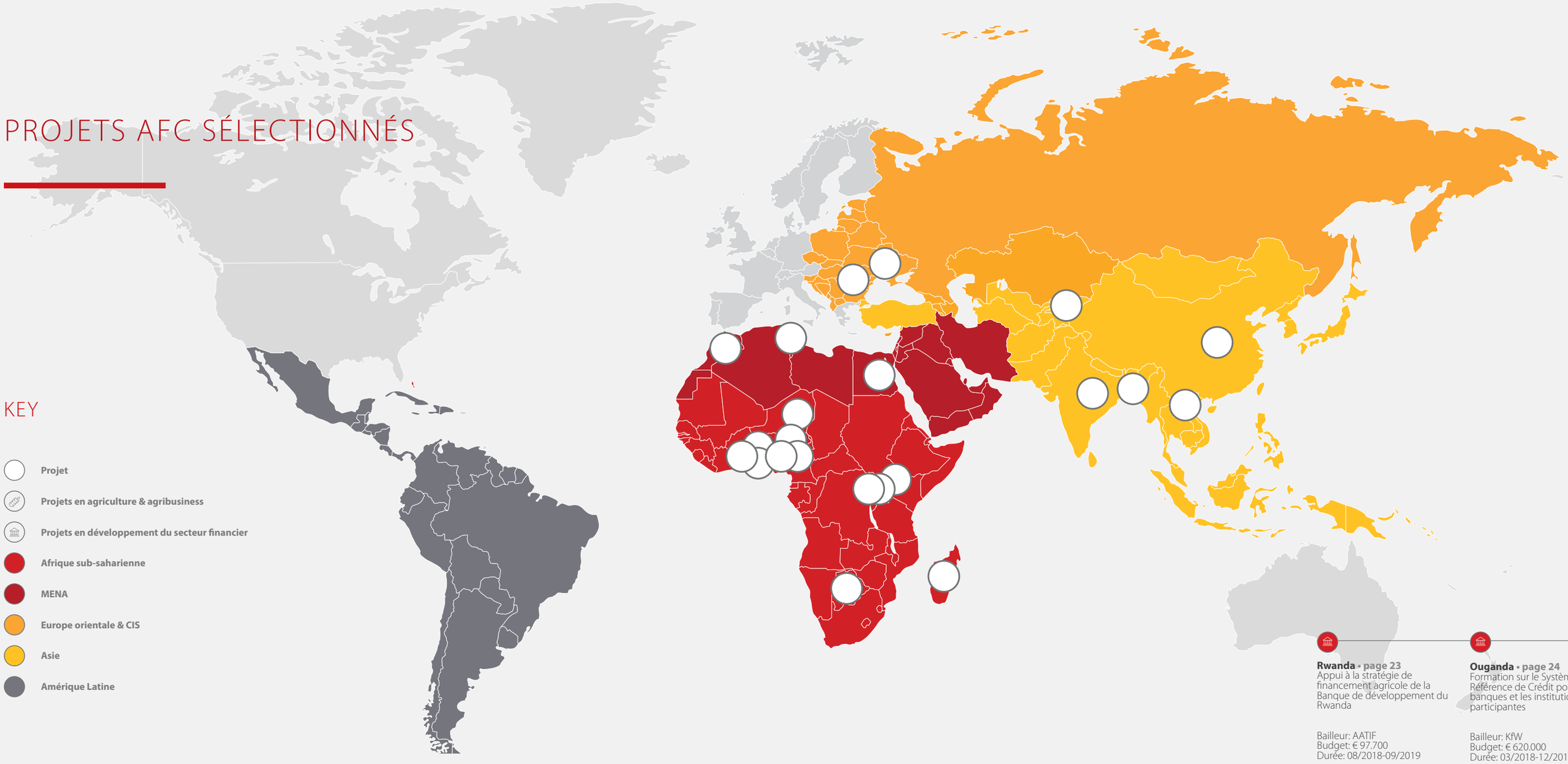
CERTAINES DE CES MESURES D'ATTÉNUATION CONCERNENT :

- **Optimiser l'efficacité énergétique de ses bâtiments**
- **Éviter strictement les vols intérieurs**
- **Voler uniquement en classe économique**
- **Combiner les visites de plusieurs projets dans la même région**
- **Privilégier les équipements vidéo modernes pour les réunions internationales de projets**
- **Acquisition de véhicules éconergétiques**

Par ailleurs, pour la sixième année consécutive, AFC compense ses émissions de CO_2 provenant des vols des employés (275 tonnes pour 2018).

Cette année, notre contribution ira au projet solaire photovoltaïque d'EcoAct (www.eco-act.com) au Sénégal. Avec plus de 43 % de la population n'ayant pas accès à l'électricité, le pays fonctionne au dioxyde de carbone (CO_2), des combustibles intensifs et coûteux comme le diesel, le charbon et le gaz. L'installation solaire couvre une superficie de 50 hectares et est équipée de 77 040 modules raccordés au réseau national, ce qui permet d'économiser 25 000 tonnes de CO_2 par an. La vente de crédits carbone finance des investissements dans la communauté locale pour améliorer les conditions de vie. Le projet bénéficiera à environ 160 000 personnes et permettra au gouvernement d'économiser un montant décent de 5 millions de dollars par an.

PROJETS AFC SÉLECTIONNÉS



KEY

- Projet
- Projets en agriculture & agribusiness
- Projets en développement du secteur financier
- Afrique sub-saharienne
- MENA
- Europe orientale & CIS
- Asie
- Amérique Latine

Rwanda • page 23
Appui à la stratégie de financement agricole de la Banque de développement du Rwanda

Bailleur: AATIF
Budget: € 97.700
Durée: 08/2018-09/2019

Ouganda • page 24
Formation sur le Système de Référence de Crédit pour les banques et les institutions participantes

Bailleur: KfW
Budget: € 620.000
Durée: 03/2018-12/2018

Maroc • page 12
Un groupement d'intérêt public pour la durabilité du centre d'excellence de conseil agricole Marocco-Allemand

Bailleur: BMEL
Budget: € 966.000
Durée: 01/2019-12/2020

Tunisie • page 13
Une Formation des Formateurs en montages des Chaines de valeur

Bailleur: GIZ
Budget: € 545.700
Durée: 08/2017-05/2019

Égypte • page 14
Etude nationale sur l'inclusion financière pour des politiques fondées sur des données factuelles

Bailleur: GIZ
Budget: € 1.200.000
Durée: 02/2019-04/2020

Bénin • page 15
Garantir l'accès à la terre et aux infrastructures pour les agriculteurs et les femmes marginalisés

Bailleur: KfW
Budget: € 2.477.000
Durée: 09/2015-09/2019

Bénin • page 16
Je connais maintenant la carte géographique de mon village !

Bailleur: BMZ
Budget: € 1.800.000
Durée: 07/2016-11/2019

Niger • page 17
Contribution au Schéma d'Aménagement du Territoire pour une vision globale du développement harmonieux et équitable

Bailleur: EU
Budget: € 8.000.000
Durée: 03/2018–11/2021

Togo • page 18
Appui au financement des chaines de valeurs agricole

Bailleur: GIZ
Budget: € 1.000.000
Durée: 05/2017-10/2020

Nigéria • page 19
Promotion du financement agricole en faveur des entreprises agro-industrielles en milieu rural

Bailleur: GIZ
Budget: € 2.290.000
Durée: 11/2018-07/2020

Nigéria • page 20
Le Nigéria poursuit l'objectif de la mécanisation agricole en adaptant le Cycle de formation et de coaching des PME

Bailleur: GIZ-BMZ
Budget: € 6.000.000
Durée: 01/2018–09/2021

Nigéria • page 22
AFC renforce sa présence au Nigéria

Bailleur: GIZ
Budget: € 3.400.000
Durée: 02/2019–02/2022

Ouganda • page 25
Promotion de l'inclusion financière des réfugiés

Bailleur: EIB
Budget: € 9.300.000
Durée: 05/2014-05/2020

Madagasar • page 26
Un projet structurant au service de la nutrition et des chaines de valeur

Bailleur: EU
Budget: € 2.800.000
Durée: 11/2018-05/2023

Botswana • page 28
Utilisation et protection transfrontalières des ressources naturelles : appui au tourisme

Bailleur: GIZ
Budget: € 1.100.000
Durée: 02/2019-01/2021

Europe orientale • page 29
Développer les petites entreprises par le biais d'un meilleur microfinancement

Bailleur: EIB
Budget: € 2.000.000
Durée: 01/2019-12/2021

Ukraine • page 31
Les relations commerciales entre l'UE et l'Ukraine prennent de la vitesse pour la deuxième phase

Bailleur: BMEL
Budget: € 1.800.000
Durée: 01/2019-12/2021

Kirghizstan • page 33
AFC met en œuvre le Programme de Financement de l'Habitat

Bailleur: KfW
Budget: € 120.000
Durée: 01/2019-06/2020

Inde • page 35
Développement de stratégies d'adaptation au changement climatique et autonomisation des femmes

Bailleur: GIZ
Budget: € 7.770.000
Durée: 04/2015-03/2021

Bangladesh • page 37
AFC et la BM améliorent la stabilité du secteur financier au Bangladesh

Bailleur: WB
Budget: € 1.400.000
Durée: 06/2019-09/2020

Chine • page 38
5emes journées sur le terrain du Parc de démonstration sino-allemand de production agricole et d'agrotechnologie

Bailleur: BMEL
Budget: € 2.290.000
Durée: 08/2015-07/2018

Laos • page 39
Accès des PME à des financements

Bailleur: WB
Budget: € 385.000
Durée: 05/2018-03/2019

UN GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LA DURABILITÉ DU CECEMA

MAROCCO

En avril 2019, lors du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), quatre organisations ont signé une convention pour garantir la pérennité du centre d'excellence de conseil agricole Marocco-Allemand (CECAMA).

Le CECAMA est une initiative commune aux ministères de l'agriculture allemand et marocain qui a débuté en 2013. Le centre est entré dans sa troisième phase d'activités au début de l'année 2019 et ce jusqu'en décembre 2020.

Les projets de la coopération bilatérale allemande (BMEL) ont un caractère hybride car ce sont des projets appartenant à la sphère étatique, une coopération entre deux États, mais qui incluent également un financement de sociétés privées. Dès le début du projet, la question de la reprise du centre à la fin du projet par une institution étatique ou une organisation privée s'était donc posée. Depuis le début de l'année, le CECAMA cherche à définir et renforcer la gouvernance du centre afin de garantir la poursuite des activités après la clôture du financement allemand.

Après concertation, la formule d'un groupement d'intérêt publique (GIP) est apparue comme la solution la plus adaptée. Ceci permet de créer une organisation à mi-chemin entre une institution étatique est une organisation privée. Pour ce faire, deux établissements publics – l'office national du conseil agricole et l'institut national de la recherche agronomique – et deux associations – la coopérative Marocaine de développement rural et l'association CECAMA qui regroupe les sociétés qui soutiennent le centre – forment à présent le Centre International du Conseil Agricole du Maroc.

Si la contribution des quatre membres fondateurs du GIP est fixée dans la convention de sa création, les membres ne libéreront néanmoins leur budget que s'ils estiment que le CECAMA possède un rendement équivalent à ce montant. Dès lors, dans la situation actuelle, il s'agit de rendre la structure opérationnelle et de prouver l'utilité du centre pour ses membres. De plus, si l'évaluation présente un résultat positif, deux années supplémentaires pourront être financées par la coopération allemande.

En outre, le centre est maintenant appelé à acquérir d'autres financements à travers la prestation de services pour d'autres entités. Dans cette optique, le centre est actuellement en discussion avec l'usine de sucre COSUMAR pour la prestation de services de conseil aux producteurs de betterave à sucre sur sa fertilisation.

Un projet de promotion de la culture de colza par l'installation des plateformes de démonstration est l'un de ces projets à financement propre. Ce projet est financé par l'UE et exécuté en partenariat avec l'Agropole France et la Fédération interprofessionnelle des Oléagineux (FOLEA).

Dialogue politique entre les ministères marocain et allemand de l'agriculture...

... et signature du traité fondateur du GIP

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Susana Zschocke
Susana.Zschocke@afci.de

Klaus Goldnick
Klaus.Goldnick@afci.de

UNE FORMATION DES FORMATEURS EN MONTAGES DES CHAINES DE VALEUR

TUNISIE

Du 08 avril au 04 mai 2019, AFC a organisé la première Formation des Formateurs (FdF) en montage des chaines de valeur agricoles et agroalimentaires (CVA) en Tunisie.

12 JOURS

4 SESSIONS

20 PARTICIPANTS

issus du secteur public, des organisations syndicales agricoles et les conseillers privés en services agricoles et agroalimentaires

CETTE FORMATION

s'articule sur la promotion des chaines de valeur agricoles et agroalimentaires

Par ce biais, le projet envisage de consolider les acquis en matière de montage et promotion des chaines de valeur et de renforcer la capacité du partenaire et un ensemble d'acteurs directs et indirects ; pour ensuite transférer et diffuser cette approche dans une dimension plus large à travers le pool de formateurs ressortissants de cette session.

Cette activité a eu lieu dans le cadre du projet de Promotion de l'Agriculture Durable et du Développement Rural en Tunisie (PAD II) mis en œuvre par la GIZ en partenariat avec le ministère d'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche. Au sein de ce projet, AFC implémente en partenariat avec IDC la composante portant sur la promotion des chaines de valeur agricoles et agroalimentaires orientées vers l'exportation.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Noelie Svara
Noelie.Svara@afci.de

Formation de formateurs de filières agricoles et agroalimentaires

ÉTUDE NATIONALE SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE POUR DES POLITIQUES FONDÉES SUR DES DONNÉES FACTUELLES

ÉGYPTE

AFC a lancé un nouveau projet d'inclusion financière ciblant les personnes, en particulier les femmes, et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en Égypte en février 2019.

Il s'agit de la première étude nationale représentative sur l'inclusion financière en Égypte. Elle est considérée comme une étape importante et fondamentale pour établir une base de données probantes complète afin d'éclairer l'élaboration de politiques pour une plus grande inclusion financière.

L'équipe d'experts a démarré le projet en s'acquittant d'une première mission qui consistait à prendre contact avec les partenaires locaux, la Banque centrale d'Égypte (BCE) et l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS). Après cette mission de départ, l'équipe a développé le concept de recherche pour les études et élaboré les questionnaires pour les ménages et les MPME. Les prochaines activités comprendront la collecte et l'analyse d'informations ventilées par sexe concernant l'offre et le déclenchement de la mobilisation par le biais d'une première série de réunions avec les principales parties prenantes.

Le projet inclut un diagnostic détaillé du marché pour recenser l'offre et la demande de services financiers en Égypte et le développement d'un cadre d'inclusion financière au niveau national. Ce diagnostic portera sur l'ensemble du pays et sera effectué, entre autres, à partir de deux études à grande échelle côté demande pour les ménages et les MPME.

Résultats attendus :

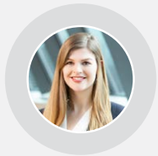
- **Fournir un état des lieux complet (incluant le genre) pour l'inclusion financière en Égypte en déterminant les niveaux de demande, l'accès, l'utilisation et la qualité des services financiers formels et informels et en déterminant le fossé entre la demande et l'accès aux services financiers ;**
- **Définir un ensemble de données pour un futur suivi de l'évolution du renforcement de l'inclusion financière ; et**
- **Identifier les obstacles et les opportunités pour une plus grande inclusion financière en Égypte à la fois côté demande et côté offre, et créer une feuille de route nationale pour l'inclusion financière.**

Ces activités sont mises en œuvre dans le cadre du projet « Promotion de l'accès aux services financiers – Étude nationale sur l'inclusion financière et cadre », financé par la GIZ, et en étroite collaboration avec la BCE et CAPMAS.

Nous attendons avec impatience le lancement des études pour les ménages et les MPME, car les résultats alimenteront directement le développement d'un cadre au niveau national et tenant compte du genre pour une meilleure intégration financière.

Présentation du projet à la Banque centrale d'Égypte

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER



Friederike Schilling
Friederike.Schilling@afci.de

GARANTIR L'ACCÈS À LA TERRE ET AUX INFRASTRUCTURES POUR LES AGRICULTEURS ET LES FEMMES MARGINALISÉS

BÉNIN

Les projets de développement se heurtent souvent au problème de l'expulsion des utilisateurs de terres marginalisées ou de mauvaise qualité une fois qu'un projet de développement réhabilite les terres ou fournit de nouvelles infrastructures. C'est particulièrement le cas lorsque la propriété foncière formelle est inexistante. Pour éviter que cela ne se produise dans le nord du Bénin, AFC a soutenu le développement de nouveaux outils institutionnels pour protéger les droits des utilisateurs des terres.

AFC soutient le Ministère béninois de l'Agriculture dans la gestion de son "Fonds d'investissement agricole" (financé par la KfW) qui finance des activités telles que la réhabilitation des bassins versants et la construction d'entrepôts de stockage (pour le stockage des récoltes du riz et autres cultures). Les bénéficiaires de ces investissements ne sont pas les propriétaires de la propriété - les bassins versants et les terrains sur lesquels les entrepôts sont construits appartiennent à la commune. Il est donc essentiel de disposer d'un outil pour garantir l'accès des bénéficiaires à la terre après l'investissement.

La première étape consiste à identifier les utilisateurs actuels des bassins versants et les bénéficiaires potentiels des entrepôts. Ils sont ensuite aidés à s'établir en tant que coopératives légalement reconnues (selon la législation de l'OHADA). AFC facilite ensuite l'établissement de contrats entre les communes et les coopératives. Chaque contrat établit les droits et les devoirs des deux parties. Par exemple, les coopératives ont le droit d'utiliser les bassins versants, mais elles doivent aussi payer une redevance aux communes, et elles sont responsables de l'entretien et de la gestion quotidienne du bassin versant. De son côté, la commune garantit leur accès au bassin versant et est responsable de l'entretien et de la maintenance à long terme de l'infrastructure.

Au niveau opérationnel, AFC soutient également les entrepôts en établissant un plan d'affaires qui devrait couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance et un comité de gestion est établi pour gérer les entrepôts.

ETAPE 1 — Identifier les utilisateurs actuels des bassins versants et les bénéficiaires potentiels des entrepôts

ETAPE 2 — Aider à s'établir en tant que coopératives légalement reconnues

ETAPE 3 — Faciliter l'établissement de contrats entre les communes et les coopératives

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Holly Hufnagel
Holly.Hufnagel@afci.de

Les membres de la coopérative du Kuchmatie Storage Store

La construction du magasin d'entreposage Kuchmatie est financée par le FI-Agri

JE CONNAIS MAINTENANT LA CARTE GÉOGRAPHIQUE DE MON VILLAGE !

BÉNIN

En 2018, le Programme de Politique Foncière Responsable (ProPFR) a réalisé une cartographie participative de 191 villages à travers les 4 communes - Bembéréké, Sinendé, Kalalé et Tchaourou - du département du Borgou au Bénin.

La cartographie participative est essentielle à la mise en œuvre des plans fonciers ruraux (PFR) car elle permet de s'assurer de la prise en compte effective de l'intégralité du territoire des villages lors des travaux de relevés topographiques. Cette cartographie des limites du territoire des villages donne également un aperçu des différents éléments structurants et d'occupation du sol et permet d'avoir une idée approximative de leurs superficies.

Ce processus a été réalisé en parcourant le pourtour des villages, relevant les coordonnées géographiques et limites administratives des territoires, permettant ainsi la production de données SIG. Les différents supports cartographiques qui en résultent facilitent non-seulement la réalisation des enquêtes topo-socio-foncières, mais aussi leur suivi en vue d'une prise en compte intégrale des territoires villageois lors de la mise en œuvre des PFR.

Les opérations ont été réalisées dans le cadre de contrats de prestations par la Société béninoise Atlas GIS, de manière concertée et contradictoire, avec les autorités administratives et l'ensemble des populations des villages concernés.

Suite à cette cartographie, le relevé des parcelles des villages est en cours, avec l'identification de leurs ayants-droit. À terme, chaque détenteur de terre dans le village pourra obtenir un document administratif qui atteste son droit.

Le Projet de Promotion d'une Politique Foncière Responsable (ProPFR)

financé par la GIZ

est un projet de l'initiative globale SeWOH

du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Projet démarré en

juillet 2016

durée

40 mois

Mis en œuvre en partenariat avec :

- le Ministère de l'économie et des finances du Bénin ;
- le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche du Bénin ;
- l'Association de développement des communes du Borgou ;
- l'Université de Parakou ;
- les ONG et bureaux d'étude.

Restitution aux populations de la carte du village de Kpari, dans la commune de Tchaourou

Une des cartes participatives créées dans le cadre du programme

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Florent Aguessi
Florent.Aguessi@afci.de

Catalina Berger
Catalina.Berger@afci.de

Werner Grimmelmann
Werner.Grimmelmann@afci.de

CONTRIBUTION AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE POUR UNE VISION DU DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX ET ÉQUITABLE

NIGER

Depuis mars 2019, AFC et ses partenaires (CA17, ADE et GOPA) ont entrepris la mise en œuvre de la mission « Schémas d'Aménagement Fonciers » (SAF) au sein de trois régions du Niger : Maradi, Tillabéri et Zinder. Le SAF est un outil contribuant au Schéma d'Aménagement du Territoire avec une vision globale du développement harmonieux et équitable du pays.

Les activités ont démarré par une première mission à Niamey et ont été poursuivies dans les trois régions concernées afin d'approfondir l'état des lieux et faire des propositions permettant d'actualiser les plans d'actions. Lors de leur récent passage à Maradi, les experts ont formulé des recommandations à l'intention du Comité Technique de Pilotage du Processus d'Appui à l'Elaboration du SAF afin d'améliorer la qualité du document rédigé en vue de sa finalisation. Sur base d'un état des lieux, la mission a appuyé les bénéficiaires dans l'élaboration d'un plan de renforcement de capacités, la constitution de Commissions Foncières Départementales, ainsi que la proposition de cartes d'aménagement et de sécurisation du foncier.

Suite à cette analyse diagnostique du SAF, un « livre blanc » a notamment été rédigé, conçu pour et par les bénéficiaires, visant à synthétiser les recommandations.

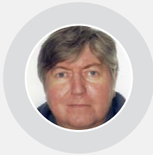
Cette mission fait partie du projet d'« Appui complémentaire au Contrat de Réforme Sectorielle - Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Développement Agricole Durable (CRS-SANAD) », à travers lequel l'UE appuie le Niger dans l'élaboration d'une politique foncière intelligente depuis mars 2018. Cette action, financée au titre du 11ème Fonds européen de développement, fait plus largement partie d'un accord de partenariat de 4 ans conclu entre l'UE et le Gouvernement du Niger dont la principale structure de maîtrise d'ouvrage est le Haut-Commissariat à l'Initiative « 3N » (HC3N), basée à Niamey.

La mission pourra se poursuivre au cours du deuxième trimestre de l'année 2019, par la validation des différents objectifs et les axes d'interventions adoptés en vue de la mise en œuvre de l'outil à l'horizon 2020.

CONTENU DU LIVRE BLANC :

1. **la localisation et la visualisation pour mieux analyser les faits renseignés**
2. **une meilleure compréhension de l'organisation du territoire et la répartition des phénomènes**
3. **une visualisation des faits accessible également aux analphabètes**
4. **une synthèse visuelle et simple des problématiques de gestion des ressources naturelles**

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER



Thierry Antoine
Thierry.antoine@afci.de

Marie-Laetitia Catta
Marie-laetitia.catta@afci.de

Carte montrant les trois régions d'intervention, à savoir : Maradi, Tillabéri et Zinder

Champs au Niger

APPUI AU FINANCEMENT DES CHAINES DE VALEURS AGRICOLE

TOGO

Depuis 2017, AFC, en collaboration avec son partenaire principal la FUCEC (Faîtière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit), a amélioré et facilité l'accès des petits producteurs agricoles à des produits financiers adaptés au Togo.

L'ÉQUIPE A FORMÉ

> 3.300
Petits producteurs en alphabétisation financière

> 50
employés des institutions financières

> 600 **bénéficiaires de crédits spécialement conçus par l'équipe et la FUCEC ont été accompagnés.**

Cette expérience a permis aux institutions financières d'aborder la question de financement de l'agriculture avec plus de confiance.

Notre travail a également convaincu le MIFA (Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA S.A.), société anonyme de droit togolais) qui a offert à AFC une opportunité de collaboration. Le MIFA est né de la volonté de l'État togolais de promouvoir le secteur agricole en structurant les chaînes de valeur agricoles, de manière à faciliter l'accès des producteurs et autres acteurs au financement, permettant ainsi d'accroître la productivité, de développer l'agro-industrie et de faire de ce secteur une véritable source de création de richesse nationale.

Le mandat d'AFC au Togo est attaché au programme ProDRA de la GIZ (développement rural y inclus l'agriculture) actif dans les régions Maritime, Plateaux, Kara et Centrale. L'objectif de ce programme est d'améliorer la performance sur le plan technique et économique des acteurs le long des chaînes de valeur agricoles dans 4 filières.

Dorénavant, deux nouveaux modèles de crédit seront élaborés et mis en œuvre par le ProDra afin de faciliter l'accès au financement. L'équipe va collaborer avec deux banques commerciales sur le financement de filières supplémentaires et des crédits adaptés aux besoins de la transformation/commercialisation. Dans le cadre de l'éducation financière, les producteurs des filières appuyées sont sensibilisés à la nécessité d'assurance et d'épargne, ainsi que la possibilité d'utilisation de produits financiers. Cependant, le secteur privé doit encore être mobilisé en vue d'offrir des produits adaptés.

Les femmes transforment les racines de manioc en farine pour le marché régional

Visite des agrégateurs de noix de cajou

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Friederike Schilling
Friederike.Schilling@afci.de

Bernd Benning
Bernd.Benning@afci.de

PROMOTION DU FINANCEMENT AGRICOLE EN FAVEUR DES ENTREPRISES AGRO-INDUSTRIELLES EN MILIEU RURAL

NIGÉRIA

AFC met en œuvre un projet financé par la GIZ pour la promotion du financement agricole en faveur d'entreprises agro-industrielles (AgFin) dans des zones rurales au Nigéria depuis fin 2018. Le projet effectue un rapprochement entre l'offre et la demande dans le domaine du financement agricole en développant des capacités pour des banques partenaires et des exploitations agricoles et en créant des mécanismes pour associer l'offre et la demande.

Dans cette optique, AFC a récemment réalisé une étude de marché détaillée pour développer des modèles d'affaires pour des exploitations agricoles présentes dans les chaînes de valeur du riz, du maïs et de la pomme de terre et les résultats ont été présentés aux acteurs du secteur bancaire à Abuja et à Lagos. Les différents profils d'exploitations agricoles en termes de niveau de rentabilité atteint ont suscité l'intérêt des banques.

Le projet AgFin a mis en place des partenariats avec quatre institutions financières et élaboré une assistance technique adaptée pour que chaque banque partenaire lance et/ou renforce ses activités en termes de financement agricole.

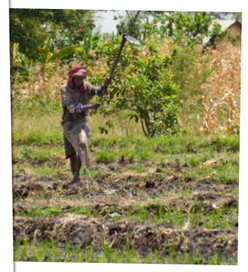
Après avoir développé les modèles d'affaires et défini l'assistance technique pour chaque banque partenaire, AgFin renforcera les capacités internes de ses partenaires en concevant une stratégie de financement agricole, en développant des produits et en élaborant des processus, ainsi qu'en créant une approche adéquate concernant la gestion des risques de crédit. En outre, AgFin organisera également des formations pour des exploitations agricoles situées dans différentes régions.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Akram Bourhrara
Akram.bourhrara@afci.de

Richard Pelrine
Richard.Pelrine@afci.de

AFC a organisé deux séminaires à Abuja et Lagos pour présenter au secteur bancaire les résultats de ses recherches sur des modèles d'affaires d'entreprises agro-industrielles travaillant dans différentes chaînes de valeur.



Riziculteur dans son champ

AFC DANS LE MONDE 2019

MÉCANISATION AGRICOLE EN ADAPTANT LE CYCLE DE FORMATION ET DE COACHING DES PME

NIGÉRIA

Depuis août 2015, AFC met en œuvre le Centre d'innovation vert pour le secteur de l'agriculture et de l'alimentation (GIAE) Nigéria pour le compte de la GIZ. Le projet a récemment piloté une stratégie visant à améliorer la disponibilité de services critiques dans la mécanisation agricole pour les petits exploitants, et ce à des taux abordables. Ceci a été atteint en recourant à une adaptation spécifique du Cycle de formation et de coaching des PME de la GIZ, qui a été lancée en mai 2018.

L'un des objectifs de cette innovation est de renforcer les liens entre les agriculteurs et d'autres entreprises en amont et en aval de la chaine de valeur ainsi que des prestataires de services, et d'aider les petits exploitants agricoles, notamment dans les zones rurales reculées, afin qu'ils puissent accéder facilement à des services ou des équipements de base appropriés à la mécanisation.

Un agriculteur nigérian est typiquement décrit comme un homme/une femme avec une houe à main. Le niveau de mécanisation agricole dans le pays est resté faible (0,021 cv/ha), le système d'agriculture étant encore dominé par le labourage manuel puisque plus de 80 % des terres agricoles sont encore majoritairement cultivés ainsi. La taille moyenne des parcelles pour un agriculteur se situe entre 1,5 et 2,0 hectares ; posséder des tracteurs et autres outillages n'est par conséquent pas viable économiquement. Dans ce contexte, il est important de comprendre que le petit exploitant agricole joue encore un rôle crucial dans l'économie générale du pays, en particulier en termes de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance. Le GIAE vise par conséquent à faciliter l'intensification et à augmenter la mécanisation dans les petites exploitations, et par ce biais à optimiser le rendement et à améliorer les moyens de subsistance.

La focalisation sur le secteur privé comme moteur pour la mécanisation de l'agriculture au Nigéria est un concept ancien. En effet, plusieurs partenariats public-privé impliquant des gouvernements (au niveau fédéral et des États), des fabricants d'équipements, des institutions financières, etc. existaient déjà et ont atteint un certain niveau de succès, notamment en termes de facilité relative d'importation d'équipements agricoles, de développement de modèles de financement d'équipements et de produits financiers, etc. Cependant, ces gains ne peuvent être optimisés qu'en développant et en fournissant un service efficace, accessible et abordable pour les petits exploitants agricoles.

Cette innovation du GIAE Nigéria, connue sous le nom de « Cycle de formation et de coaching des PME pour les Prestataires de Services de Mécanisation » est une adaptation du programme du Cycle de formation et de coaching des PME de la GIZ. Trois caractéristiques principales ont été intégrées dans la conception du programme initial, à savoir :

1. **un vaste processus de sélection ciblant des prestataires de services situés dans des communautés rurales, avec un potentiel de développement de leur activité ;**
2. **des modules de formation technique à la mécanisation agricole ; et**
3. **un vaste processus de facilitation des aides au financement d'équipements. En outre, le cadre de suivi et d'évaluation a été ajusté pour mesurer le nombre d'agriculteurs, ainsi que leur profil, ayant bénéficié de services de chaque prestataire.**

Pour maintenir les coûts à un niveau minimal, le Cycle de formation et de coaching des PME pour les Prestataires de Services de Mécanisation du GIAE a eu recours à des formateurs et des coachs déjà formés au Cycle de formation et de coaching des PME standard par le projet SEDIN, mis en œuvre en partie par GOPA et AFC. Chose intéressante, le projet SEDIN a fourni lui-même une adaptation distincte du Cycle de formation et de coaching des PME pour des entreprises qui démarraient.

Le Cycle du GIAE a été mis en œuvre sur la base d'un partage des coûts avec les entrepreneurs bénéficiaires, ces derniers se chargeant habituellement de leur moyen de transport jusque sur le lieu de la formation et, dans certains cas, de leurs repas. La volonté de payer pour certaines parties du programme devient de plus en plus évidente à mesure que l'on découvre les impacts, ce qui accroît le potentiel d'institutionnalisation et de réplication de l'innovation. Les gouvernements locaux se penchent actuellement sur les options les plus plausibles d'ancrage de l'innovation et de garantie de la viabilité à long terme au niveau institutionnel. Leurs départements de l'agriculture et leur personnel couvrent la plupart des communautés dans le pays, voire la totalité. De plus, ils ont pris l'engagement d'augmenter la mécanisation agricole dans leurs différentes juridictions. Ils se sont déjà avérés être des partenaires engagés des innovations du GIAE et sont essentiels dans les formations en cascade aux Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) et celles de l'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole (Farmer Business School).

Le Cycle de formation et de coaching des PME pour les Prestataires de Services de Mécanisation n'est certainement pas une innovation indépendante. Il a réussi jusqu'ici aussi en dépendant de la coopération et la collaboration d'autres acteurs dans la chaîne de valeur, avec lesquels le GIAE Nigéria souhaite consolider les travaux en cours pour que la houe à main soit définitivement un outil du passé pour les agriculteurs.

RÉSULTATS

Les résultats de ce pilote ont été extrêmement encourageants. En juin 2019 :

>100 **petits exploitants agricoles qui initialement n'avaient pas accès à la mécanisation,**

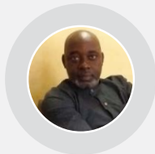
ont bénéficié du projet au moins 1 fois

12 **l'achat de nouveaux tracteurs a été facilité** » **39** **prestataires de services impliqués dans le programme**

Le Cycle de formation et de coaching des PME et l'aide du projet facilitent l'accès à un plan de financement spécifique de la Banque de l'industrie du Nigéria.

Des contrats formels de fourniture de services entre des agriculteurs et des prestataires de services sont maintenant passés régulièrement.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER



Emmanuel Monn
Emmanuel.Monn@afci.de

Baba Ashmara
Baba.Ashmara@afci.de

Virginie Duthoit
Virginie.Duthoit@afci.de

Des agriculteurs assistent à une session de coaching de terrain dans le processus du Cycle de formation et de coaching des PME.

AFC RENFORCE SA PRÉSENCE AU NIGÉRIA

NIGÉRIA

AFC & GOPA ont mis en œuvre leur 6ème projet, le Projet Compétitivité Nigérienne (NiCOP) en février 2019 au Nigéria. Le projet vise à renforcer la compétitivité du pays et à améliorer son intégration dans le système de commerce régional et international.

Dans cette optique, le projet développera plusieurs chaînes de valeur, comme le cuir, le textile, la production de tomate, de piment et de gingembre. Alors que les interventions dans les chaînes de valeur agricoles auront lieu principalement au niveau de la production et la transformation, les chaînes de valeur du cuir et du textile seront ciblées à la fin, en se focalisant sur la production et la commercialisation de produits finis (par ex. chaussures, accessoires et vêtements).

LA CHAINE DE VALEUR DE LA TOMATE

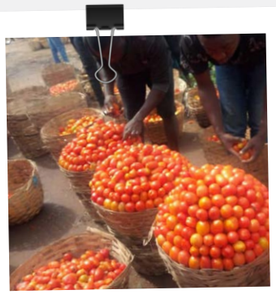
À titre d'illustration, les tomates constituent la majeure partie de l'alimentation au Nigéria et leur production se caractérise par une variation au niveau des saisons entre le nord et le sud. Ceci entraîne des transports à grande échelle des produits du nord vers des marchés du sud, dans lesquels les consommateurs ont des revenus plus élevés.

La demande des consommateurs dans le sud a augmenté le nombre d'agriculteurs qui produisent pour répondre à cette demande. Cette tendance a non seulement conduit à une production en excès, mais également à d'immenses pertes en raison des dommages subis par les récoltes pendant le transport à partir du nord.

Le NiCOP travaille avec des agriculteurs en vue d'améliorer leurs capacités de production de variétés améliorées pouvant être transformées pour un marché alternatif ; côté demande, le projet travaille avec les transformateurs pour établir des relations commerciales avec les agriculteurs pour la fourniture régulière de tomates de qualité à un prix équitable.

Le NiCOP a mis en place une relation de travail avec Kaptain Foods, une société qui fabrique des préparations alimentaires prêtes à consommer à base de tomates fraiches et de piment entre autres ingrédients. Kaptain Foods se procure ses tomates fraîches dans le nord pendant les saisons de production mais a des difficultés d'approvisionnement en tomates hors saison. Le projet a maintenant identifié des groupes d'agriculteurs dans le sud qui produisent des variétés améliorées et étudie avec Kaptain foods la possibilité de les transformer. Sur la base des résultats, le projet travaillera avec ces agriculteurs sur la production de variétés adaptées et les mettra en relation avec Kaptain Foods.

Le projet est une action cofinancée par l'UE et fait partie d'un programme de la GIZ qui durera 36 mois et sera étroitement aligné sur de nombreux autres projets de la GIZ mis en œuvre dans le pays.



Tomates de l'État du Plateau triées pour le transport à destination de différents marchés, y compris le sud

Préparations alimentaires Kaptain Foods

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Sophia Baumert
sophia.baumert@afci.de

Emma Odundo
Emma.odundo@afci.de

APPUI À LA STRATÉGIE DE FINANCEMENT AGRICOLE DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU RWANDA

RWANDA

Au second semestre 2018, l'équipe de consultants d'AFC a réalisé une étude approfondie des trois principales chaînes de valeur au Rwanda pour augmenter le solide portefeuille de l'agriculture de la Banque Rwandaise de développement (BRD), financée par le fonds d'investissement Africa Agriculture and Trade Investment Fund (AATIF).

En plus de ses conséquences sur la mécanisation agricole et la productivité des fermes, le manque de financements abordables empêche les agriculteurs d'exploiter les nombreuses opportunités qui existent dans les secteurs de la culture et de l'élevage. Par conséquent, dans le cadre du programme de développement « Vision 2020 » du Rwanda, le Gouvernement rwandais a prévu un volume important de fonds dédiés à la poursuite du développement du secteur agricole. La BRD, dans son rôle de banque de développement, a proposé de renforcer la modernisation de l'agriculture et de développer des procédés de transformation de produits agricoles dans ses trois principales chaînes de valeur, à savoir le manioc, les pommes de terre irlandaises et la volaille, une étape importante pour faciliter l'accès des moyens et gros exploitants agricoles à des financements abordables.

PRINCIPALES CHAINES DE VALEUR

MANIOC

POMMES DE TERRE IRLANDAISES

VOLAILLE

Pendant six mois, AFC a évalué les lacunes en matière de financement pour ces chaînes de valeur, analysé les valeurs de référence nécessaires dans les marchés respectifs à Kigali et dans le pays, organisé des débats de groupes et étudié les éventuelles possibilités de financement.

Les résultats de l'analyse détaillée des chaînes de valeur serviront de base au département de l'agriculture de la BRD pour la formulation de stratégies en termes de développement de produits agricoles, de mécanismes de financement et pour renforcer les connaissances du personnel concernant l'agriculture.

Le manioc est, par exemple, une denrée de base au Rwanda, mais il reste un produit difficile à financer car sa production a été affectée par des maladies qui ont entraîné des défauts de remboursement de crédits. Des entretiens avec des agriculteurs touchés, des transformateurs et autres acteurs de la chaîne de valeur ont permis de comprendre la dynamique de la chaîne de valeur. Par conséquent, l'amélioration des capacités internes de la BRD sur les potentiels de culture et les options de financement au sein de la chaîne de valeur, aura éventuellement un effet positif sur la sécurité alimentaire au Rwanda.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Mareike Decker
Mareike.Decker@afci.de

Récolte de manioc dans le secteur de Kinazi

Ajout de valeur à la chaîne de la pomme de terre, installation de lavage

FORMATION SUR LE SYSTÈME DE RÉFÉRENCE DE CRÉDIT POUR LES BANQUES ET LES INSTITUTIONS PARTICIPANTES

OUGANDA

AFC Agriculture and Finance Consultants (AFC) et l'Académie des coopératives allemandes (ADG) ont été sélectionnés pour mettre en œuvre le projet « Services de conseil pour améliorer l'utilisation des données du système de référence de crédit par les institutions participantes et la Banque d'Ouganda ».

Le projet est axé sur deux thèmes complémentaires :

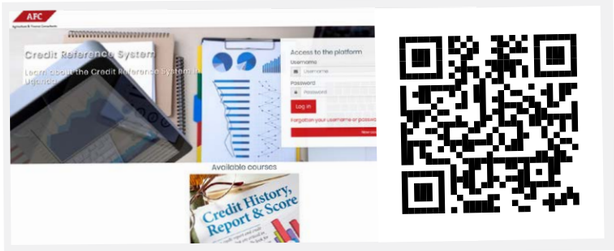
1. **l'utilisation améliorée du Système de Référence de Crédit (CRS) par les institutions participantes (IP) ; et**
2. **l'utilisation améliorée du CRS par la Banque d'Ouganda elle-même.**

Pendant ce projet, 124 participants de 33 IP et les deux Bureaux de crédit ougandais ont été formés à l'utilisation technique des informations de référence de crédit, non seulement pour chaque stade du processus de crédit (c.-à-d. de l'évaluation du client, l'approbation du prêt, toutes les manières de suivre un prêt et les remboursements), mais également pour d'autres domaines d'activités importants, comme les études de marché, le développement de produits et la gestion des risques. Les participants ont donné des avis très positifs sur la formation, non seulement sur sa pertinence pour leur travail, mais aussi sur sa qualité.

Les consultants ont aussi assuré une Formation de Formateurs (FdF) pour créer des capacités locales de diffusion des connaissances par le biais de différents domaines / services et membres du personnel de chaque IP. Suite à la formation technique, il était important de permettre aux membres des IP de faciliter les formations techniques eux-mêmes, et de créer ainsi une durabilité et un impact au sein de leur organisation. Trois FdF ont été conduites du 6 au 11 août 2018 avec un total de 55 participants des IP, des Bureaux de crédit ougandais et de la Banque d'Ouganda.

Dans ce cadre, AFC a lancé des cours en ligne sur le Système de Référence de Crédit (https://e-learning.bou.afci.de). Le contenu et les supports ont été développés spécialement pour ce projet et sont fournis gratuitement à toute personne intéressée par la formation (personnel d'Institutions financières d'Ouganda, Association bancaire, étudiants, etc.) grâce à l'hébergement gratuit de la plateforme de cours en ligne sur les serveurs de la société mère d'AFC, GOPA Consultants.

En plus des activités de formation intensive et sur la base des conclusions de la phase de démarrage, les consultants ont organisé une série de trois ateliers visant à maîtriser les défis identifiés dans le système de rapport de crédit de manière systématique. L'un était axé sur les questions techniques ciblant les gestionnaires de crédits et de risques, un autre avec les représentants du Comité directeur du Bureau de Référence de Crédit (CRB) et un dernier pour le Senior Management des IP. Le but de ces ateliers était de trouver un accord sur des mesures en vue d'améliorer la qualité des données collectées par les Bureaux de crédit, entre autres l'élaboration d'un plan d'action pour classifier les domaines par pertinence.



Plateforme de cours en ligne sur le Système de Référence de Crédit

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Akram Bourhrara
Akram.bourhrara@afci.de

PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES RÉFUGIÉS

OUGANDA

Le Programme Assistance Technique Banque Européenne d'Investissement (BEI) Afrique de l'Est, géré par AFC, a travaillé avec la Centenary Bank en mai 2019 pour former plus de 1745 réfugiés.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), l'Ouganda accueille environ 1,2 million de réfugiés - le plus grand nombre de réfugiés accueillis par un pays d'Afrique. La plupart de ceux-ci disposent de faibles revenus et d'une éducation financière limitée. Pour améliorer leur inclusion financière, AFC a proposé des formations sur la finance et la gestion d'entreprise dans 10 régions du pays. Il s'agissait de la première formation en Afrique destinée à des communautés de réfugiés et visant à leur assurer un meilleur accès à des services financiers.

M. Kasi, directeur général de la Centenary Bank, a déclaré que « permettre à tous les Ougandais et aux gens vivant en Ouganda d'accéder à des services financiers était essentiel pour la prospérité économique dans ce pays ». La Centenary Bank, la deuxième plus grande banque du pays, se focalise principalement sur les personnes ayant de faibles revenus. La BEI travaille avec la Centenary Bank depuis 2007 et a consacré 23 millions € à des lignes de crédit pour la microfinance et les Petites et Moyennes Entreprises (PME).

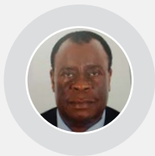
L'éducation financière et à la gestion d'entreprise est la première étape dans l'inclusion financière des personnes avec de faibles revenus, qui deviennent alors des clients plus viables pour les banques. Par conséquent, ces activités aident aussi les réfugiés à s'établir en participant à l'économie et en soutenant la croissance des services bancaires de microfinance.

La Centenary Bank a travaillé avec InterAid— une ONG engagée dans la défense des droits des réfugiés— pour atteindre les réfugiés et les communautés d'accueil afin d'identifier des participants à la formation. Après avoir participé à des séminaires sur la gestion financière et d'entreprise, des réfugiés ont pu organiser et gérer leurs exploitations de façon plus systématique, mieux maîtriser leurs finances, y compris économiser plus, augmenter leur ventes à long terme et, plus généralement, gérer la croissance de leur activité. La majorité des participants étaient des femmes et la plupart des réfugiés provenaient de la RD du Congo, du Soudan, du Burundi, de la Somalie et du Rwanda. En même temps, la Centenary Bank a ouvert des comptes bancaires pour les réfugiés, leur apportant une aide supplémentaire pour créer et développer leur propre activité.

La formation a eu un impact plus important que prévu. En effet, alors que l'on prévoyait de former seulement 900 personnes, 1745 réfugiés et personnes venues des communautés d'accueil ont été formés pendant deux semaines. AFC croit fermement que ce projet aidera à inclure une partie marginalisée de la société en Ouganda dans des activités économiques au niveau local et, à long terme, contribuera à créer des opportunités en termes d'emplois et de revenus.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Mareike Decker
Mareike.Decker@afci.de



Andrew Obara
Andrew.Obara@afci.de

Éducation à la finance dispensée par un formateur AFC

Les participants qui ont réussi la formation sur l'inclusion financière

AFC DANS LE MONDE 2019

UN PROJET STRUCTURANT AU SERVICE DE LA NUTRITION ET DES CHAINES DE VALEUR

MADAGASCAR

L'UE met en œuvre le programme AFAFI Sud qui cherche à contribuer, de façon durable, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle des populations rurales (notamment les femmes).

OBJECTIFS DU PROGRAMME

~250.000

personnes

concentrées sur 4 zones agroécologiques dans les trois régions Androy, Anosy et Atsimo Atsinanana.

Le sud de Madagascar est confronté depuis quelques années à des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes, et aux passages de cyclones provoquant de graves inondations. L'effet combiné de ces catastrophes naturelles amplifié par les attaques des ennemis des cultures (notamment les chenilles légionnaires d'automne), entraine une baisse significative de la production. Le calendrier cultural en a été perturbé, et les récoltes des grandes spéculations (maïs, niébé, riz, arachide) ont été les plus affectées par les pertes. En outre, l'exploitation des ressources naturelles généralisée et encore peu contrôlée (par exemple pour la fabrication artisanale de charbon de bois ou l'arrachage de plantes aromatiques) accentue fortement la dégradation environnementale et concoure à l'insécurité alimentaire. Il en résulte que 60% des populations ont une alimentation extrêmement pauvre en qualité, avec un retard de croissance touchant 47% des enfants de moins de 5 ans.

Le programme AFAFI Sud s'inscrit dans la continuité du programme ASARA-AINA de sécurité alimentaire et de nutrition mis en œuvre par l'UE au cours des 5 dernières années dans ces régions. Sa conception en tire les leçons et prend en compte les dynamiques et pratiques qui ont été promues.

AFC en consortium avec I&D et AGROTEC, a signé un contrat avec l'UE en novembre 2018 pour l'assistance technique à l'unité de coordination et de suivi (UCS) du programme, mise en place par l'Ordonnateur national. 4 experts nationaux et internationaux appuient l'UCS dans la gestion d'un Devis programme qui prévoit de nombreux investissements et le recrutement d'ONG spécialisées.

L'intervention s'articule désormais sur trois axes principaux, dans le cadre d'une approche intégrée et participative :

1. l'appui au renforcement de la nutrition et de la sécurité alimentaire, selon une approche terroir concentrée,
2. l'appui au développement de chaînes de valeur inclusives (miel, arachide, ricin, caprin, oignon, pêche maritime, cultures de rente) dont l'exécution est assurée par une subvention conséquente attribuée au projet PRADA de la GIZ, et
3. des actions transversales comprenant en priorité l'accès au matériel végétal et animal amélioré, de petites infrastructures pour appuyer les acteurs des chaines de valeur et la prise en compte systématique des questions environnementales et du changement climatique (diffusion de l'agroécologie et techniques de conservation des eaux et des sols ; reboisement et réduction de la consommation en bois énergie).

L'APPUI D'AFC

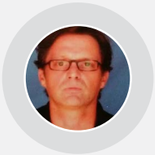
la coordination du programme

la gestion du devis programme

le suivi évaluation du programme

des domaines techniques à travers l'expertise long terme et court terme
(génie rural et eau multi-usage, nutrition et sécurité alimentaire)

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER



Frédéric Louvet
Frederic.Louvet@afci.de

Susana Zschocke
Susana.Zschocke@afci.de

Le projet soutient les filières miel, arachide, ricin, chèvre, oignon, pêche en mer et cultures de rente

Pilot activities in goat breeding for women groups in the Tanandava Commune, d'Amboasary District

UTILISATION ET PROTECTION TRANSFRONTALIÈRES DES RESSOURCES NATURELLES : APPUI AU TOURISME

BOTSWANA

Des États membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ont défini les Aires de Préservation Transfrontalières (TFCA) pour parvenir à des pratiques harmonieuses et optimales en termes de gestion de la préservation à l'intérieur de leurs frontières.

Les TFCA permettent à la faune et la flore d'évoluer librement par-delà les frontières. Elles ont été conçues pour que les communautés rurales marginalisées environnantes puissent bénéficier d'avantages socio-économiques plus importants issus de l'économie de la biodiversité. Le fait d'augmenter ces opportunités contribuera à la réalisation des objectifs de la SADC en termes de lutte contre la pauvreté et de réduction de l'exode rural, tout en préservant l'héritage naturel et culturel.

De nombreuses destinations touristiques réputées se trouvent dans les 18 TFCA de la SADC, telles que les chutes Victoria que se partagent le Zimbabwe et la Zambie, le parc national Kruger en Afrique du Sud, le delta de l'Okavango au Botswana et les montagnes du Maloti Drakensberg couvrant le Lesotho et l'Afrique du Sud, sans compter le patrimoine et les ressources multiculturelles sur place ou à proximité. Ces zones protégées dépendent par conséquent des revenus dérivés du tourisme, alors que le tourisme pour la plupart des pays de la SADC est largement dépendant du capital naturel, qui comprend la faune et la flore, les paysages, la culture et l'héritage contenus au sein et autour des TFCA.

Le programme SADC/GIZ, Utilisation et Protection transfrontalières des Ressources Naturelles, mis en œuvre par AFC/GOPA Consultants pendant ses deux dernières années jusqu'en décembre 2020, a ajouté une composante « tourisme » pour stimuler la fonction du secrétariat de la SADC quant à la politique en matière de tourisme et pour soutenir le développement coordonné, optimal et durable du marché du tourisme dans les TFCA.

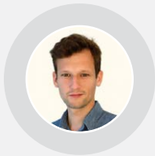
LA COMPOSANTE TOURISME

- aidera le secrétariat de la SADC et les États membres à aborder les défis environnementaux, qui font qu'il est difficile pour le tourisme intra-régional transfrontalier de prospérer
- appuiera les initiatives pour le développement du marché et la promotion des investissements dans les TFCA
- établira de nouvelles relations dans le commerce des voyages aux niveaux national, régional et international
- augmentera le contenu de la communication visant à améliorer la prise de conscience et l'acceptation des offres de tourisme des TFCA de la SADC dans des marchés régionaux et internationaux

Le sanctuaire des rhinocéros de Khama au Botswana

Le sanctuaire des rhinocéros de Khama au Botswana

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER



Martin Gross
Martin.Gross@afci.de

Netsai Bollmann
Netsai.Bollmann@afci.de

DÉVELOPPER LES PETITES ENTREPRISES PAR LE BIAIS D'UN MEILLEUR MICROFINANCEMENT

UKRAINE, MOLDAVIE ET GÉORGIE

L'inclusion financière est l'une des pierres angulaires du développement économique. Sans accès à des financements pour des moyens et des équipements (actifs), une petite entreprise ne peut souvent pas développer son potentiel de croissance et crée moins d'emplois.

L'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie font partie du programme Assistance Technique au Voisinage de l'Est pour l'Inclusion Financière (ENTAFI) de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

En janvier 2019, AFC et ses partenaires de consortium ont remporté le projet d'assistance technique (s'élevant à près de 2 millions d'euros), qui assurera le développement des capacités des institutions de la (micro)finance (IMF) en Ukraine et en Géorgie. Le projet s'associera également à des associations sectorielles pour offrir aux micro- et petites entreprises rurales une formation en littératie financière et en gestion.

UKRAINE

3 BANQUES + **2** INSTITUTIONS FINANCIÈRES

En Ukraine, 3 banques et 2 associations sectorielles qui s'appuient sur un réseau de plus de 40 000 agriculteurs ont été retenues. AFC renforcera leur capacité à fournir de meilleurs services financiers, de manière plus efficace et, pour les clients tels que les agriculteurs, à les utiliser de manière productive, en particulier les crédits.

GÉORGIE

En Géorgie, AFC travaille avec une banque et une institution de microfinance. L'un des axes de travail concerne la numérisation du processus de prêt, qui vise à réduire les coûts d'assistance et à toucher une clientèle plus jeune. De plus, ces I(M)F sont sur une trajectoire de croissance plutôt forte, avec une augmentation des

INCLUSION FINANCIÈRE ET AGRICULTURE EN UKRAINE, MOLDAVIE ET GÉORGIE

3 SUR **5** **Ukrainiens et Géorgiens ont un compte bancaire**

2 SUR **5** **Moldaves ont un compte bancaire**

La plupart des habitants de ces trois pays travaillent dans l'agriculture. Ils produisent

des céréales, des betteraves à sucre et autres légumes, du raisin, des citrons et autres fruits, ainsi que du thé et des grains de tournesol.

Ces activités agricoles, entre autres, contribuent à environ 7 à 12 % de leurs PIB respectifs alors que la croissance de la valeur ajoutée dans l'agriculture a stagné partout ces dernières années.

Pourtant, le potentiel pour produire et exporter plus de produits agricoles est **élevé** dans les trois pays.

risques opérationnels. D'une part, des activités plus importantes requièrent des systèmes de gestion différents, notamment le recrutement, l'initiation et le développement du nombre croissant d'employés. De plus, le fait de développer les activités implique parfois la présence et l'augmentation du risque de crédit. AFC les aidera à bien gérer leurs risques, à réussir et à contribuer à l'inclusion financière en Géorgie.

La croissance, en particulier en Géorgie, dépend de l'innovation

La numérisation des processus, par ex. en fournissant des portefeuilles mobiles aux clients, en est un exemple parmi d'autres.

Il sera encore plus important de créer de nouveaux produits de microfinance qui facilitent réellement l'activité des micro et petits exploitants agricoles.

Ceci ne peut être réalisé sans la confiance – le projet met l'accent sur les prêts responsables, l'éducation des consommateurs et les principes de protection en aidant des I(M)F à créer de nouveaux produits et à toucher de nouveaux segments de clientèle.

AFC travaillera aussi avec des clients de ces I(M)F, des producteurs viticoles en Géorgie et des associations d'agriculteurs, en assurant des formations dans le domaine de la finance, des bonnes pratiques agricoles et de la gestion financière. L'étendue précise de ces interventions sera déterminée par le biais d'une évaluation des besoins prévue pour le second semestre de 2019.

MOLDAVIE

En Moldavie, le projet recherche des synergies avec le projet Fruit-Garden-of-Moldova, qui est géré par AFC et financé par la BEI. Comme ce projet travaille déjà sur les liens avec les banques, le rôle potentiel de l'ENTAFI est de fournir des connaissances en matière de finance et des formations en gestion de PME aux exploitants agricoles.

Faire revivre une tradition datant de milliers d'années : ...

... le vin ambré de Géorgie

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Dirk Felske
Dirk.Felske@afci.de

Oliver Schmidt
Oliver.Schmidt@afci.de

LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'UE ET L'UKRAINE PRENNENT DE LA VITESSE POUR LA DEUXIÈME PHASE

UKRAINE

L'Ukraine, le plus grand pays d'Europe, est encore dans une période de transition. Situé aux portes de l'Union européenne, l'ancien grenier à blé de l'Union soviétique a mis en place divers processus de réforme, notamment après la dernière Révolution de la Dignité en 2014, et a même signé et lancé l'Accord de libre-échange approfondi et complet avec l'Union européenne en 2016.

Le Projet Agritrade Ukraine (ATU)

a soutenu le Ministère ukrainien de la Politique Agraire et de l'Alimentation (MoAPF)

AVEC

des programmes de développement des capacités et

la mise en œuvre d'un service d'assistance pour les relations commerciales, en particulier entre les petites et moyennes entreprises d'Ukraine et de l'Union européenne (UE).

Le projet a participé à plus de **80** événements en Ukraine et a organisé **20** formations pour des producteurs agricoles et des commerçants. De plus, **6** forums de l'alimentation germano-ukrainiens ont été organisés pendant cette période.

En janvier 2019, une nouvelle phase a démarré avec deux principaux axes :

1. **développement des capacités pour le Ministère de l'agriculture ukrainien et**
2. **développement de l'aide à l'exportation avec l'objectif d'institutionnalisation.**

Au cours des premiers mois, le projet a participé à des foires, telles que BIOFACH 2019 et Fruitlogistica, en accompagnant la Chambre de Commerce germano-ukrainienne lors des premières étapes et en facilitant les réunions entre des exportateurs ukrainiens et des acheteurs allemands. Le projet était également présent au forum national des produits biologiques à Odessa en mars 2019, où il a échangé des connaissances sur le secteur de la culture biologique avec des experts et participé à la réunion de lancement de la première association nationale de femmes à Vinnitsya en avril 2019.

Les producteurs et exportateurs ukrainiens de produits biologiques posent avec le chef de projet au pavillon national ukrainien de l'agriculture biologique à BIOFACH 2019 à Nuremberg

Agritrade Ukraine organise une table ronde publique lors des journées internationales du DLG allemand en Ukraine à Doslidnitzke sur le thème des aspects juridiques problématiques des relations foncières

La composante de la politique agroalimentaire a également travaillé sur le développement du dialogue à partir de la science et des faits dans la formulation de la politique.

L'équipe du projet a coopéré avec deux instituts ukrainiens et d'autres parties prenantes pour analyser et modéliser les différentes Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA) agricoles, des scénarios ayant été discutés et préconisés. Le fait de garantir le reversement universel de la TVA pour les produits agroalimentaires et de participer aux débats sur le développement de mesures pour aider les entreprises agroalimentaires de petite et moyenne tailles, en fournissant des conclusions d'analyses scientifiques, contribue à assurer la croissance continue des exportations de produits agroalimentaires au cours des prochaines années. Certaines des conclusions clés ont été présentées à une audition de la Commission de l'Agriculture du Parlement ukrainien en mai 2019.

Comme l'Ukraine n'a pas d'office national de marketing alimentaire et que l'image des produits ukrainiens qu'ont les revendeurs occidentaux n'est pas encore optimale, la demande d'aide à l'export des exportateurs ukrainiens reste élevée. Le projet prépare actuellement une analyse pour une étude nationale sur l'aide à l'export existante auprès des chambres et associations d'Ukraine, afin d'identifier des partenaires potentiels qui pourraient contribuer au développement futur du secteur alimentaire en Ukraine. Le projet a par conséquent établi des relations plus étroites avec la Chambre de Commerce et d'Industrie ukrainienne (CCIU), qui ont donné lieu à l'élaboration d'un protocole d'accord qui sera signé en juillet 2019.

Agritrade Ukraine a organisé un débat public le 19 juin 2019 à Doslidnitzke sur le thème « Aspects juridiques problématiques des relations foncières » dans le cadre de la coopération avec la chambre de commerce germano-ukrainienne et son comité de l'alimentation et de l'agriculture (AHK).

Au cours des derniers mois, les experts d'Agritrade Ukraine ont également attiré l'attention dans d'autres pays et ont aussi été invités à participer au forum EKOLOJI en Turquie et à l'AgroExpo en Ouzbékistan.

Ces prochains mois, Agritrade Ukraine visitera les chambres et associations régionales dans différentes régions d'Ukraine pour interroger les institutions d'exportation afin de collecter des donnés pour l'analyse de la promotion de l'exportation au niveau national. Elle prévoit de procéder au 7ème forum germano-ukrainien sur l'alimentation d'ici la fin de l'année.

Les projets allemands Agritrade Ukraine (ATU) & Agricultural Political Dialogue (APD) avec l'attaché agricole allemand M. Hermann Intemann (Deutsche Botschaft Kiew) et Dr. Per Brodersen du Ost-Ausschuss - Osteuropaverein der Deutschen Wirtschaft aux journées agricoles DLG à Doslidnitzke (stand BKP)

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

André Pilling
Andre.Pilling@afci.de

Stefanie Maak
stefanie.maak@afci.de

AFC MET EN ŒUVRE LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'HABITAT

KIRGHIZSTAN

AFC, avec le financement de la KfW, soutient le financement de logements à long terme. Comme ce phénomène est relativement nouveau dans le secteur financier du Kirghizstan, il est nécessaire de continuer à améliorer l'approche, les méthodologies en matière de prêts et le développement de produits pour parvenir à la durabilité du secteur bancaire. Ceci requiert l'utilisation de pratiques globales en matière de gestion des risques, ainsi qu'une meilleure efficacité des structures de prêt.

Le logement est l'un des besoins de base des humains

et acquérir son propre bien est l'un des principaux objectifs économiques et sociaux de la population.

Ceci est particulièrement visible au Kirghizstan, où la forte demande de logements est liée à des facteurs tels que :

- la croissance rapide de la population
- des revenus augmentant progressivement
- la fourniture limitée de logements modernes dans le segment populaire, notamment hors des grandes villes
- la dégradation progressive des unités de logements construites au temps de l'Union soviétique

La construction et l'habitat, est un puissant moteur de croissance de l'économie durable fondée sur l'expérience internationale. La construction d'habitations crée ou augmente la demande d'un important volume de biens et services comprenant, entre autres, les matériaux de construction, les meubles, les équipements ménagers, les services d'un architecte, les services de construction et les transports. Il y a, par conséquent, un fort potentiel d'augmentation des revenus dans le secteur privé et de création d'emplois.

De plus, le développement de la construction d'habitations, qui entraîne la stimulation du développement de l'entrepreneuriat privé et la satisfaction de l'un des besoins sociaux de base de la population, est en même temps une opportunité pour le développement du secteur financier du pays.

Malgré le potentiel du financement de logements pour le développement économique, l'amélioration des indicateurs sociaux et la croissance du système bancaire, il y a aussi des risques.

De nombreux bâtiments construits n'ont pas été correctement entretenus.

L'émission de prêts immobiliers donne aux banques l'occasion d'accroître leurs actifs et d'augmenter leur clientèle rapidement. Les prêts immobiliers sont des actifs à faible risque, du fait de la disponibilité de garantie fiable et liquide sous forme de bien immobilier. D'un autre côté, un prêt immobilier à long terme protège les banques de possibles fluctuations de volume du portefeuille de prêts.

A titre d'exemple, on peut parler des États-Unis en 2008–2009 et du Tadjikistan en 2014–2015 ; dans ces pays, le ralentissement du marché de l'immobilier a entraîné de sérieux problèmes dans le secteur financier et la nécessité d'une intervention du gouvernement.

Il est nécessaire d'insister sur le rôle très important que joue AFC sur le marché avec l'aide de la State Mortgage Company (SMC). La SMC est déjà un important moteur de développement là où elle a donné accès et augmenté les financements pour les citoyens aux revenus faibles ou moyens. La SMC joue aussi un rôle clé en tant que possible instrument d'accumulation de capital des marchés locaux et étrangers pour assurer des fonds au système bancaire. Outre le fait qu'elle stimule le marché, la SMC est aussi un stabilisateur car elle garantit la durabilité des financements et l'utilisation de prêts corrects.

L'offre de logements de bonne qualité en dehors des grandes villes est limitée

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Sigitas Bubnys
Sigitas.Bubnys@afci.de

Sebastian Faryniarz
sebastian.faryniarz@afci.de

DÉVELOPPEMENT DE STRATÉGIES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUTONOMISATION DES FEMMES

INDE

Une deuxième phase pour le Centre vert d'innovation en Inde - La première phase d'activités d'AFC dans le cadre du soutien du Centre vert d'innovation en Inde a abouti en mars 2019. Maintenant, il est temps de se pencher sur les résultats de la phase 1 et les étapes de la phase 2.

Le projet a été mis en œuvre en mai 2015. La première phase était axée sur la constitution de Groupes d'Étude d'Agriculteurs (GEA), assistés directement par ce qu'on appelle des « agents d'innovation » dans les villages eux-mêmes.

Outre le fait qu'ils ont travaillé avec des GEA, les agents d'innovation ont guidé et soutenu des agriculteurs dans la mise en œuvre de pistes de Développement Technologique Participatif, ce qui leur a permis de tester de nouvelles technologies sans prendre trop de risques et en se limitant à une petite partie de leurs parcelles. Les journées de terrain et les visites de sensibilisation sur les terres d'autres agriculteurs du groupe ont aussi encouragé le dialogue entre les agriculteurs et leur « apprentissage les uns des autres ».

Ainsi, le Centre vert d'innovation en Inde suit une approche participative d'agriculteur à agriculteur pour identifier et diffuser des technologies innovantes pour la culture des pommes de terre et des tomates. Il est difficile de convaincre des exploitants agricoles de l'intérêt des nouvelles technologies et les technologies disponibles ne sont pas toujours adaptées à leur situation. Par conséquent, il est important pour les exploitants agricoles d'expérimenter différentes pratiques et de témoigner des résultats directement sur leurs terres.

À LA FIN DE LA PHASE 1

35.819 AGRICULTEURS

DANS

181 VILLAGES DU PROJET ONT ÉTÉ ATTEINTS

PARMI LESQUELS **6,221** ÉTAIENT ORGANISÉS EN 293 GEA

les autres ayant participé à des activités de diffusion, telles que les journées sur le terrain, fermes innovantes, spectacles itinérants, etc.

Actuellement, différentes innovations ont été testées et approuvées par les agriculteurs - et la nouvelle se répand vite : une étude récente a confirmé des taux d'adoption de jusqu'à **100** % dans certains villages du projet. Le thème de la mécanisation a notamment suscité un grand intérêt parmi les agriculteurs.

Autonomisation des femmes dans le projet Centre vert d'innovation en Inde par le biais de stratégies tenant compte du genre.

Le planteur de pommes de terre semi-automatique développé par le projet Centre vert d'innovation en collaboration avec Rohit Krishi Industries Pvt. Ltd.

L'agriculture en Inde reste un secteur dominé par les hommes, bien que les femmes y jouent un rôle crucial. Les femmes ont la responsabilité de nombreuses activités agricoles dans les champs, comme le désherbage, les plantations et les récoltes. Cependant, leur travail est rarement reconnu et elles doivent souvent faire face à l'inégalité des chances. Comme l'autonomisation des femmes peut contribuer à la réussite et à la durabilité du secteur agricole, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont des aspects importants dans les activités du Centre vert d'innovation en Inde.

OBJECTIFS PHASE 2

À la fin de la phase 2, en mars 2021, le projet prévoit de toucher 15 000 agriculteurs supplémentaires. De plus, le projet poursuivra ses efforts en matière d'immatriculation, de renforcement et de soutien des Sociétés de Production Agricole pour développer leur activité et fournir des moyens accessibles aux agriculteurs. En 2015, des agriculteurs à Karnataka et Maharashtra ont fait face à des conséquences du changement climatique (trop ou trop peu de pluie, des températures extrêmement élevées, changements dans les saisons, entre autres), qui se sont soldées par de faibles rendements et des pertes. Un nouvel axe important de la phase 2 sera donc celui des stratégies d'adaptation au changement climatique, qui porteront principalement sur : l'augmentation de la matière organique des sols pour améliorer l'infiltration et la capacité de retenir l'eau ; l'organisation d'écoulements dans des bassins de fermes pour empêcher les inondations et stocker l'eau pour les périodes de sécheresse ; et la réduction de l'utilisation de l'eau au moyen d'un système amélioré de contrôle de l'irrigation.

AFC applique une démarche tenant compte du genre, qui inclut les femmes dans toutes les activités du projet.

Pour l'instant, 2.562 femmes ont participé à des formations et ont été activement impliquées dans des décisions dans le domaine agricole, et 1.017 participent à des GEA.

AFC Agriculture and Finance Consultants

reste le partenaire de mise en œuvre du Centre vert d'innovation en Inde financé par la GIZ dans le cadre de l'initiative

One World, No Hunger (SeWOH)

Parcelle de démonstration de tomates à l'ombre pour réduire la température du sol et améliorer la formation des fruits.

Petite usine de transformation de pommes de terre fournissant actuellement de l'emploi à 8 femmes.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Johannes Geisen
johannes.geisen@afci.de

Herman Lanting
mans.lanting@afci.de

AFC ET LA BM AMÉLIORENT LA STABILITÉ DU SECTEUR FINANCIER AU BANGLADESH

BANGLADESH

L'Association internationale de développement de la Banque mondiale a accordé une aide financière à la Banque du Bangladesh par le biais du Projet d'Appui au Secteur Financier, qui vise à maintenir la stabilité et l'efficacité du système financier du pays et principalement à renforcer la capacité de surveillance de la banque.

La Banque du Bangladesh admet que des cadres de réglementation et de contrôle sains, notamment avec une surveillance efficace et efficiente, sont essentiels pour parvenir à la stabilité du secteur financier et la conserver et, ainsi, garantir un système bancaire sûr et solide. La banque a l'intention de revoir son système actuel de supervision bancaire et de consolider et rationnaliser ses services de contrôle.

Le passage de la supervision classique à une approche basée sur les risques permettra à la banque d'honorer son mandat avec plus d'efficacité et d'efficience. Un système de supervision intégrée basée sur les risques impliquerait de changer la gouvernance de la banque, de garantir l'exactitude des états financiers, d'améliorer les audits internes, de renforcer les ressources et les capacités de supervision, et de procéder à une analyse à haut niveau du secteur bancaire. De plus, une politique de mesures correctives et de redressement, y compris une politique de mesures correctives rapides, serait développée pour le système financier du pays.

La Banque du Bangladesh a initié des mesures de transformation, pour devenir une banque centrale moderne et dynamique, capable de réglementer et de superviser le secteur monétaire et bancaire. AFC et ses experts soutiennent la Banque du Bangladesh dans la réalisation de ses objectifs.

AFC possède une vaste expérience dans la stabilité du secteur financier, la supervision sur place et à distance et la réglementation

AFC a travaillé avec les banques centrales du

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Sigitas Bubnys
Sigitas.Bubnys@afci.de

Marché au Bangladesh

Rue animée dans le vieux Dhaka, Bangladesh

5ÈMES JOURNÉES SUR LE TERRAIN DU PARC DE DÉMONSTRATION SINO-ALLEMAND DE PRODUCTION AGRICOLE ET D'AGROTECHNOLOGIE

CHINE

Les 5èmes journées sur le terrain du Parc de démonstration sino-allemand de production agricole et d'agrotechnologie (DCALDP) ont eu lieu les 15 et 16 juin 2019 et ont attiré plus de 500 visiteurs de la province de Jiangsu, des provinces voisines et de Beijing.

L'engagement conjoint de l'équipe chinoise et allemande pendant la préparation des journées sur le terrain a montré que le projet, de manière générale, était bien accepté. La perception commune, à savoir que le projet ne peut atteindre ses objectifs que si, des deux côtés, on travaille main dans la main, s'est exprimée à travers les belles performances réalisées pendant ces deux jours.

La visite de la Ministre fédérale allemande de l'Alimentation et de l'Agriculture, Julia Klöckner, et d'un représentant du Ministère chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales, a souligné l'importance du projet. Une délégation économique de représentants de l'activité agricole a rejoint Mme Klöckner pour la visite, augmentant ainsi la portée de la mission en matière de politique et de sensibilisation. En outre, de nombreux responsables chinois de haut rang ont participé à la première journée et ont acquis des connaissances sur des aspects de l'agriculture durable et la culture des sols. La première journée n'était pas seulement axée sur les échanges de connaissances, mais également sur la présentation de faits importants aux représentants politiques qui assistaient à l'événement.

L'ensemble des participants à la mission ont été très satisfaits de l'organisation de la première journée, car les invités ont pu se faire une idée claire des objectifs et des défis du projet, ainsi que des conditions du sol et des techniques agricoles localement. La seconde journée était également axée sur l'information des visiteurs sur des techniques agricoles durables et la mise en avant des avantages des machines et des produits modernes fournis par les partenaires d'affaires du projet. Une présentation de la manière dont les différents tracteurs et machines peuvent être utilisés pour cultiver les sols de manière durable et en évitant de polluer l'eau a eu un grand succès et a été très appréciée par les partenaires d'affaires, ainsi que leurs négociants et clients.

Les visiteurs de la première journée ont bénéficié de l'hospitalité des partenaires chinois et ont été conviés à un dîner typiques chinois. Par conséquent, la deuxième journée était conçue pour montrer davantage la culture allemande. Pour la première fois, une « Oktoberfest », événement représentant les Allemands, avait été préparée dans le hangar aux machines de la ferme Huanghai. Pimentée de quelques représentations culturelles chinoises, elle a été le point d'orgue du week-end.

Pour conclure, les journées sur le terrain ont été un grand succès pour les invités, les partenaires et les soutiens du projet DCALDP et tout le monde attend avec impatience l'événement de l'année prochaine.

Visite de la Ministre allemande de l'Alimentation et de l'Agriculture ...

... en juin 2019

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Tesa Weiss
tesa.weiss@afci.de

Alejandro Figueroa
alejandro.figueroa@afci.de

ACCÈS DES PME À DES FINANCEMENTS

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DU LAOS

Pendant la mise en œuvre du projet « Accès des Petites et Moyennes Entreprises (PME) à des Financements » en République démocratique populaire du Laos en 2018, 176 membres du personnel des institutions financières partenaires ont été formés dans des domaines comme le marché des PME, le développement de produits et l'évaluation des risques.

Le développement du secteur des PME en République démocratique populaire du Laos est considéré comme une priorité nationale absolue.

L'accès à des financements pour les PME reste une difficulté majeure en raison des problèmes à la fois côté offre et côté demande. Ledit projet est axé sur l'offre par le biais du développement des capacités internes de différents secteurs financiers pour promouvoir et accompagner la croissance des entrepreneurs du Laos dans divers secteurs. Des ateliers pour les parties prenantes, des formations, du coaching sur le lieu de travail et une formation de formateurs (FdF) ont été organisés pour créer une prise de conscience et mettre en lumière les difficultés et les solutions pour combler les lacunes en matière de financements pour les PME.

Le premier groupe cible des formations furent les institutions financières participant au projet, notamment les responsables des prêts et cadres dirigeants des PME. L'équipe AFC a également travaillé avec l'Association des banquiers du Laos en utilisant une approche FdF, par le biais de laquelle trois formateurs nationaux ont été qualifiés pour assurer d'autres formations dans le secteur financier. Après avoir rencontré le Département de la promotion des PME, le Ministère de l'industrie et du commerce, l'Association des banquiers du Laos, ainsi que la Banque de la République démocratique populaire du Laos, l'équipe du projet a discuté avec chacune des quatre institutions financières partenaires pour comprendre leurs transactions concernant les prêts à des PME. Ces discussions ont permis de fournir une aide au renforcement des capacités plus ciblée et de se mettre d'accord sur le programme de formations sur le lieu de travail. Ceci a permis aux participants d'augmenter leurs connaissances des bonnes pratiques internationales en matière de prêts aux PME et de mieux comprendre l'importance du segment des PME en au Laos.

Le Projet accès des PME à des financements est financé par la Banque mondiale avec le Département de la promotion des PME dépendant du Ministère de l'industrie et du commerce comme agence de mise en œuvre.

En ce moment, il est difficile d'avoir une stratégie pour les PME au sein des institutions financières. Le client et les institutions financières tenaient à recevoir des orientations et une assistance technique. L'équipe du projet a aidé à identifier les prochaines étapes et à élaborer les contours d'une Phase II, qui devra permettre d'accompagner un groupe de banques dans le développement d'une stratégie pour le lancement des activités liées aux prêts à des PME.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
VEUILLEZ CONTACTER

Mareike Decker
Mareike.Decker@afci.de

Indrajith Wijesiriwardana
Wijesiriwardana.Indrajith@afci.de

Participants à une formation travaillant sur une étude de cas de PME

Groupe de formation certifié accompagné de l'équipe AFC

AFC DANS LE MONDE 2019

LES NOUVEAUX MEMBRES DU PERSONNEL

Ines Gebhardt a rejoint AFC comme nouvelle Directrice du département Finances, comptabilité et contrats en avril 2019. Elle est titulaire d'une maitrise en macroéconomie et a effectué son troisième cycle dans le domaine de l'immobilier à Berlin. Avant de rejoindre AFC, Ines a travaillé au service des finances de NIRAS-IP Consult, principalement dans la création d'offres financières concurrentielles et la gestion de projets financiers dans le cadre des achats et de la gestion de projets, ainsi que dans tous les aspects et les tâches du département des Finances, comme la gestion financière, la fourniture de services financiers courants et l'élaboration de rapports financiers. À sa sortie de l'université, elle a passé trois ans dans la recherche en économie et, par la suite, elle a travaillé pour différentes banques commerciales en Allemagne et au Nicaragua. Elle a acquis une expérience professionnelle de dix ans en qualité de directrice de l'école allemande à Managua et de l'association culturelle germano-nicaraguayenne au Nicaragua. Elle parle couramment anglais et espagnol.

Mark Theisen a rejoint AFC en qualité de gestionnaire financier et des contrats en juin 2019. Mark a travaillé auparavant comme chargé de projet et consultant freelance pour différentes sociétés. Il a acquis une expérience au niveau international, à savoir au Kenya, en Égypte, en Inde, en Grande-Bretagne et en France. Il a fait des études supérieures et a obtenu une maitrise en économie politique internationale à l'Université de Warwick (Coventry, RU) et une License en relations internationales à l'Université de Sussex (Brighton, RU).

Fabian Amrath a rejoint AFC en tant que gestionnaire financier et des contrats en avril 2019. Depuis décembre 2017,, il avait travaillé comme étudiant assistant au département du développement du secteur financier tout en terminant sa maitrise en économie à l'Université de Bonn. Il a axé ses études sur les effets économiques de la crise bancaire et la mise en œuvre d'effets comportementaux dans la théorie des contrats. Fort de son expérience en technologie de l'information et en gestion de bases de données, il a étudié techniquement et mis en place une plateforme d'apprentissage en ligne à utiliser pour des projets et pour le Groupe GOPA.

Jennifer Friesenhahn a rejoint AFC au département Comptabilité en décembre 2018. Elle a effectué un apprentissage commercial et travaille dans le domaine de la comptabilité depuis plus de 15 ans. Au cours de sa carrière, elle s'est familiarisée avec diverses tailles d'entreprises et différentes industries. Elle a été en contact avec la comptabilité suisse, luxembourgeoise et américaine. En outre, elle a pu acquérir de l'expérience dans le domaine de la formation, de l'initiation de nouveaux collègues et des méthodes d'enseignement de par sa formation et son certificat de Formation de Formateurs.

Oliver Schmidt a rejoint AFC en mai 2019, après avoir travaillé dans le développement du secteur financier pendant 14 ans et s'être spécialisé dans la gouvernance et la gestion des risques. Entre 2004 et 2009, Dr Schmidt a respectivement travaillé avec les organismes de tutelle nationaux de la microfinance (MF) en Ouganda et en Inde. Il a soutenu leurs stratégies de plaidoyer, notamment pour le développement de services de micro-épargne, et a conçu et fourni une vaste gamme de programmes de renforcement des capacités. En 2009, Dr Schmidt a rejoint l'Université Mountains of the Moon (Université des Montagnes de la Lune) en Ouganda, où il a élaboré avec son équipe le programme bancaire et de microfinance. Ils ont étudié les comportements financiers de petits cultivateurs de thé, de cacao et de café, soutenu le développement de produits d'épargne des IMF rurales et créé, entre autres, un diplôme de troisième cycle en finances et risques agricoles. Dr Schmidt est titulaire d'une maitrise en économie et d'un doctorat de l'Université de Speyer ; il a travaillé auparavant comme consultant freelance au Ghana, au Malawi et en Namibie.

Friederike Schilling a rejoint AFC en août 2018 en qualité de chargée de projet au département Développement du secteur financier. Ses principaux domaines de prédilection sont la microfinance, l'assurance, et les études quantitatives et qualitatives. Elle est titulaire d'une maitrise en développement de l'économie, avec l'économie agricole comme matière secondaire, obtenu à l'Université de Göttingen. Avant sa maitrise, elle a obtenu un diplôme du European Business Programme (EBP) à l'Université des Sciences Appliquées de Münster, ainsi qu'étudié l'économie et l'économie d'entreprise à l'Université de Hull. Elle a travaillé également comme assistante de recherche à l'Université de Göttingen et a acquis une expérience pratique par le biais de stages dans l'équipe chargée du développement de systèmes financiers et des assurances à la GIZ à Eschborn, au bureau de représentation de KfW DEG en Afrique du Sud, et au BMZ à Bonn. Elle parle couramment allemand, anglais et français.

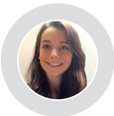
Vladislav Nimerenco a rejoint l'équipe du Développement du secteur financier en juin 2019. Il possède une vaste expérience du travail au sein d'entreprises multinationales, dans les industries des services bancaires en ligne et de la téléphonie mobile en Moldavie et au Népal. Vladislav a conduit une initiative de services financiers en ligne pour le plus grand opérateur mobile au Népal. Là, il a conçu l'écosystème des services de paiement mobile, en travaillant avec différents acteurs du secteur privé de la finance, des institutions gouvernementales et des organisations internationales. Il a également conseillé des projets de Services financiers numériques en Moldavie et au Cambodge. Il a étudié le marketing à l'Académie des études économiques de Moldavie et l'innovation, les affaires et la technologie à l'Institut royal de technologie (KTH) en Suède. Actuellement, il poursuit une maitrise de Leadership dans le programme Développement de la finance à la Frankfurt School of Finance and Management. Il a obtenu son certificat en Monnaie numérique de The Fletcher School à l'Université de Tufts et son certificat en Politique d'inclusion financière à la Frankfurt School of Finance and Management.

Katharina von Coelln a rejoint l'équipe du Développement du secteur financier d'AFC en tant qu'assistante de projet en octobre 2018. Elle est titulaire d'un master en géographie de l'Université de Kiel. Au cours de ses études, elle s'est spécialisée dans le développement durable de zones rurales en Afrique de l'Est. Avant d'entrer chez AFC, Katharina a travaillé dans une école comme Teach First Deutschland Fellow, où elle a formé et mis en œuvre ses propres projets éducatifs en apprentissage global. Elle possède une vaste expérience du travail avec les ONG, de la collecte de fonds, de l'administration et la mise en œuvre de projets.

Peter Hofmann a rejoint le Département anglophone d'AFC en tant que chargé de projet en mai 2019. Il est titulaire d'un master en Développement agricole international de l'Institut de Technologie de Berlin. Après ses études, il a travaillé pour le DED (Service allemand de développement) dans des projets au Tchad et au Bénin pendant 9 ans. Pendant cette période, il a acquis une vaste expérience dans le développement rural en Afrique, les pratiques de l'agriculture durable, le conseil aux coopératives d'exploitants agricoles, et l'évaluation et la promotion d'ONG locales. Suite à ces activités, il a travaillé pendant plus de 12 ans dans une société allemande de thé (Teekanne GmbH & Co. KG), aux départements Assurance qualité et Achats, où il était responsable des audits et des conseils des fournisseurs. Ses responsabilités concernaient également les questions de culture, de traitement, de gestion de la qualité, ainsi que les aspects sociaux dans les différentes chaînes de valeur (thé, herbes et fruits secs). Peter connaît bien les normes de qualité actuelles dans l'industrie alimentaire (par ex. GAHP, HACCP, IFS) et les normes sociales et de développement durable (Organic, Rainforest Alliance).

Catalina Berger a rejoint l'équipe francophone d'AFC le 1er avril 2019. Elle est titulaire d'un master de Sciences géographiques et possède plus de 15 ans d'expérience dans le domaine de la coopération et du développement international. Elle a démarré sa carrière en 2002, à la GIZ, avec une focalisation sur la gestion orientée vers l'environnement dans les petites et moyennes entreprises (PME). Après avoir rejoint l'InWEnt (Internationale Weiterbildung und Entwicklung) début 2005, elle a été basée à Pretoria en Afrique du Sud comme coordinatrice de différents programmes dans le cadre du développement économique, du commerce intrarégional et de la promotion des PME dans la région de la SADC. Elle est devenue consultante indépendante début 2008, une fois rentrée en Allemagne, où elle est passée de l'aide aux PME à l'adaptation au changement climatique dans le secteur vert. Son portefeuille est constitué d'animations de formations sur le « Climate proofing », une approche mise en œuvre pour s'adapter au changement climatique dans le secteur agricole ou des ressources naturelles. Géographiquement, elle est axée sur le continent africain. Elle parle couramment allemand, anglais et français.

Antoine Cochard est chargé de projet au sein de la Division francophone d'AFC depuis septembre 2018. Formé en ingénierie agricole, Antoine est également titulaire d'une maitrise en géographie. Pendant ses études, il s'est spécialisé dans l'entrepreneuriat agricole dans les régions rurales et, plus largement, dans les questions de sécurité alimentaire et de développement rural. Antoine possède une solide expérience des questions liées à l'agriculture, en amont comme en aval, et il possède des compétences particulières dans la planification de l'utilisation des terres. Il a réalisé sa thèse de master sur l'analyse de l'impact sur l'emploi d'une organisation non gouvernementale paysanne dans le Delta du Sénégal. Il a cinq ans d'expérience professionnelle, dont un an dans l'Unité de développement rural (DEVCO – Commission européenne) à l'AESA Bruxelles, où il était en charge de la gestion de projet et du recrutement d'experts à court-terme. De langue maternelle française, Antoine maîtrise également l'anglais et l'allemand.



Roxane Van Lerberge a rejoint AFC comme assistante de projet et chargée de communication en octobre 2018. Actuellement, elle prépare un MBA en Responsabilité Sociale des Entreprises à l'Université Bonn-Rhein-Sieg des Sciences Appliquées (Allemagne). Elle est titulaire d'une maitrise en Communication multilingue dans les relations internationales de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence en Information et communication de l'Université Saint-Louis en Belgique. Au cours des 5 dernières années, elle a occupé la fonction d'expert junior en capitalisation d'expériences au Maroc pour l'Agence belge de développement, a travaillé dans les relations publiques pour la Commission européenne à Bruxelles, a conseillé une Université en Colombie sur ses programmes internationaux et a effectué un stage en diplomatie au sein de l'ambassade de Belgique aux Philippines.

OUR SERVICES

AGRICULTURE & AGRIBUSINESS

- Crop & Livestock Production
- Food Security & Nutrition
- Policy Advice
- Value Chain Approach
- Climate Smart Agriculture
- Food Safety
- Public Private Partnership
- Marketing & Trade
- ICT in Agriculture

FINANCIAL SECTOR DEVELOPMENT

- Micro and SME Finance
- Financial Institutions Development
- Agriculture & Value Chain Finance
- Green Finance
- Insurance Systems
- Financial Literacy
- Banking Regulations & Supervision
- Digital Finance

AFC | AGRICULTURE & FINANCE CONSULTANTS

Baunscheidtstr. 17
53113 Bonn, Germany

Tel: +49 (0) 228 92 39 40 00
Fax: +49 (0) 228 92 39 40 98

info@afci.de
www.afci.de

Certified according to ISO 9001:2015